



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI, Joël VERA

Hors commission - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nina Simone - Cession foncière pour la création d'une Académie de Police - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans la continuité des engagements du Président de la République exprimés dans le cadre du « *Beauvau de la Sécurité* » consolidant la place centrale du renforcement de la formation et du recrutement des policiers, Monsieur le ministre de l'Intérieur venait, le 16 mars 2022, confirmer l'implantation à Montpellier d'une académie de police. Forte de près de 250 agents en provenance d'Ile-de-France, l'académie de police de Montpellier sera le premier site de décentralisation en nombre et en région de la Direction Centrale du Recrutement et de la Formation de la Police Nationale (DCRFPN). Outre le personnel de la DCRFPN, le site permettra d'accueillir environ 220 élèves permanents et un public de visiteurs.

Ce projet conforte la mise en œuvre des engagements pris lors de la signature en 2021 du Contrat de Sécurité Intérieure à Montpellier en vue de mettre un coup d'arrêt à la délinquance, et le rayonnement national de la Ville.

L'académie de police vise le recrutement et la formation des policiers nationaux de tout âge et tout grade à horizon 2025. Son implantation sur le territoire témoigne de la qualité et du progrès des relations de coopération entre la police nationale et la police municipale.

Accompagnant l'investissement conséquent de l'Etat pour la mise en œuvre de ce programme, de près de 70 millions d'euros, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont proposé de contribuer au projet par un apport direct en termes d'assiette foncière à prix raisonné, pour la construction de cet équipement public. Proposant de localiser cet ambitieux équipement sur une assiette foncière propriété de la Métropole au sein de la ZAC Nina-Simone, initialement dévolue à une opération d'aménagement mixte d'espaces tertiaires et de logements, ce choix privilégie l'objectif de sécurité et de rayonnement du territoire en accompagnement de l'investissement de l'Etat. Le projet prévoit la création d'environ 16 000 m² de surface de plancher.

L'académie de police développera ainsi :

- Un bâtiment de formation pédagogique, équipé de deux amphithéâtres, l'un de 300 places pour l'organisation de séminaires, l'autre de 100 places pour les formations, de locaux de simulation permettant l'utilisation des nouvelles technologies, en réalité virtuelle, notamment un stand de tir virtuel ;
- Un bâtiment administratif pour l'accueil de 300 postes de travail ;
- Des équipements sportifs professionnels : dojo, salle de sports... ;
- Un lieu de vie et de résidence comprenant un espace de restauration et des locaux d'hébergement à destination des stagiaires (220 chambres individuelles) et à destination de personnalités et intervenants extérieurs (soit 15 % de chambres supplémentaires) avec un niveau de prestation hôtelière de qualité.

Le site comprendra également une place d'armes, un lieu d'accueil de cérémonies, des locaux sécurisés.

Ce programme comprend une vocation mixte, administrative et pédagogique, exclusivement réservée à la formation de la Police Nationale, avec une dominante vouée à l'innovation. Cette dominante sera alimentée par le souhait clairement émis par le ministère de l'Intérieur que l'Académie de police soit ouverte vers l'extérieur, en hébergeant par exemple un centre de recherche et un conseil scientifique composés pour partie de personnes extérieures à l'institution policière. Elle devra permettre de promouvoir les nouvelles technologies. La volonté affichée du ministère de l'Intérieur est de créer une vitrine de la police nationale et de sa formation, tournée vers l'avenir et respectueuse de l'environnement. Les services de l'Etat seront donc attentifs à ce que les choix architecturaux affichent ces marques d'identité et de qualité, malgré le classement de ce site en « *site sensible* ».

Afin de permettre la réalisation de l'académie de police à horizon 2025, il est proposé d'entériner la cession de l'emprise foncière propriété de la Métropole nécessaire au programme, soit une superficie de 8 983 m² environ issue des parcelles cadastrées SE 72, 24 et 43, sises commune de Montpellier. Les documents d'arpentage sont en cours d'élaboration, à l'issue la surface cédée sera définitive. Le prix de cession, conformément à l'avis de France domaine, est fixé à 2 millions d'euros, compte tenu de l'intérêt général présenté par ce projet non générateur de recettes directes mais valorisant pour le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la cession à l'Etat d'une emprise de 8983 m² environ issue des parcelles cadastrées SE 72, 24 et 43, sises commune de Montpellier, dont la surface définitive sera établie par des documents d'arpentage, moyennant le prix de 2 millions d'euros, pour l'implantation de l'Académie de Police Nationale ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-228167-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 200420_D06_Projet Lot Académie Police_IndB-Sur Plan Masse52 - Div-Option 8983m².pdf
- avis du pôle d'évaluation domaniale
- Plan de localisation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.